

**ÉCONOMIE
» RURALE**

Économie rurale

Agricultures, alimentations, territoires

300 | Juillet-août 2007

Regards sur l'évolution de l'agriculture et du monde rural

Peut-on (encore) penser le global à partir du rural ? Réflexions d'un politiste

Can the rural (continue to) be the basis for thinking about global issues?

Reflexions from a policy perspective

Pierre Muller



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/economierurale/2265>

DOI : 10.4000/economierurale.2265

ISSN : 2105-2581

Éditeur

Société Française d'Économie Rurale (SFER)

Édition imprimée

Date de publication : 10 septembre 2007

Pagination : 105-109

ISSN : 0013-0559

Référence électronique

Pierre Muller, « Peut-on (encore) penser le global à partir du rural ? Réflexions d'un politiste », *Économie rurale* [En ligne], 300 | Juillet-août 2007, mis en ligne le 12 novembre 2009, consulté le 02 mai 2019.

URL : <http://journals.openedition.org/economierurale/2265> ; DOI : 10.4000/economierurale.2265

Peut-on (encore) penser le global à partir du rural ?

Réflexions d'un politiste

Pierre MULLER

Centre de recherches politiques de Sciences-Po (CEVIPOF-Sciences po)

Au début des années cinquante jusqu'aux années quatre-vingt, le monde agricole et rural constituait un lieu privilégié pour la compréhension des transformations de la société française. Les élites rurales avaient toute leur place dans les débats en science politique et retenait toute l'attention des chercheurs penchés sur la France en changement. Le rural permettait de penser le global. Pour quelles raisons les élites rurales sont-elles restées impuissantes face aux évolutions de l'agriculture, de l'alimentation et du territoire ? Pourquoi le rural n'a-t-il plus été en phase avec le global ? Après avoir exposé l'âge d'or des études rurales, Pierre Muller s'interroge sur la capacité de la profession agricole à intégrer une nouvelle vision sociopolitique de la société française en lien avec le global et propose de donner aux études rurales l'attractivité nécessaire pour une plus grande mobilisation de jeunes chercheurs.

La science politique française a, depuis longtemps, accordé une place privilégiée aux questions agricoles et rurales comme en témoigne l'organisation, par l'Association française de science politique, de plusieurs grands colloques qui réunirent à chaque fois de nombreux spécialistes du domaine. On peut ainsi mentionner *Les paysans et la politique dans la France contemporaine* en 1956 (Fauvet, Mendras, 1958)¹ ; *Les paysans français et la politique* en 1970 (Gervais, Tavernier et Servolin, 1972)² ; *Les agriculteurs et la politique depuis 1970* en 1987 (Coulomb, Delorme et Hervieu, 1990)³ et *Les agriculteurs aux urnes*, colloque co-organisé avec l'Association des Ruralistes Français en 1990 (Hervieu,

1992)⁴. Surtout, lorsque l'on se souvient des origines disciplinaires des organisateurs de ces manifestations, on remarque la présence, à côté de politistes spécialisés sur le monde rural, de chercheurs historiques, économistes ou sociologues aussi bien universitaires que rattachés à l'Inra. Tout ceci laisse penser que la science politique française a longtemps été (avec d'autres associations comme la Sfer) un lieu privilégié pour analyser et comprendre les transformations de l'agriculture et du monde rural en France.

L'objet de ce texte est de proposer une réflexion sur les raisons de cette spécificité, et surtout de s'interroger sur les causes de ce qui semble bien être une certaine mise en retrait de la science politique française du point de vue de l'intérêt que ses représentants portent aux questions agricoles et

1. Cf. *Les Cahiers de la Fondation nationale de sciences politiques*, Paris, Armand Colin, 1958.

2. Cf. *Les Cahiers de la Fondation nationale de sciences politiques*, Paris, Armand Colin, 1972.

3. Paris, Presses de la FNSP, 1990.

4. Hervieu B. *Les agriculteurs français aux urnes*. Paris, L'Harmattan, 1992.

rurales. Précisons-le immédiatement, il ne s'agit évidemment pas de prétendre ici qu'aucun politiste français ne s'intéresse plus à ces questions, ni de faire un quelconque procès à la discipline dans son ensemble⁵. Plus généralement, il s'agit de réfléchir à ce qu'a pu représenter la recherche sur le monde rural pour la science politique et de se demander pourquoi cette place semble ne plus être ce qu'elle était.

L'hypothèse que nous souhaitons proposer ici est tirée de nos propres travaux sur la politique agricole et sur les pratiques d'agricultures « différentes » mais aussi sur une interrogation plus générale sur les rapports entre l'agriculture et le champ académique au cours des trente dernières années. Il ne s'agit que de quelques pistes de réflexion qui demanderaient à être discutées et précisées, mais qui peuvent constituer un élément d'un débat plus large au sein duquel la revue *Économie rurale* a évidemment toute sa place.

Elles reposent sur l'idée que, entre le milieu des années cinquante et le milieu des années quatre-vingt, le monde agricole et rural français a constitué un lieu privilégié pour la compréhension des transformations de la société française dans son ensemble, parce que les élites rurales elles-mêmes s'étaient placées dans une posture active par rapport aux changements de la France à cette époque. Il y avait une sorte d'homologie entre la capacité de « vision » des élites agricoles et rurales de l'époque et l'attention que les chercheurs en science politique portaient à cette partie de la France « en changement » : *le rural permettait de penser le global*.

Dans les décennies qui vont suivre, au contraire, cette relation s'affaiblit. Alors que l'agriculture française avait accompagné, voire précédé la vague des changements qui ont affecté la France dans les

années cinquante et soixante, les élites rurales françaises assistent, relativement impuissantes, à la montée de la vague néolibérale, aux évolutions de la PAC et plus largement de l'Union européenne, à la transformation des territoires et à la montée de la préoccupation environnementale. Dès lors l'agriculture n'est plus vraiment un lieu d'observation du « global » pour des politistes ébranlés dans leur recherches par le développement de nouveaux paradigmes scientifiques issus pour l'essentiel du monde anglo-saxon : *le rural ne permet plus (ou beaucoup moins) de penser le global*.

Un âge d'or des études rurales en science politique ?

Il faut bien sûr se méfier des illusions rétrospectives et des reconstructions *a posteriori*. Mais si l'on peut se permettre un témoignage personnel, au moment où nous avons choisi notre sujet de thèse, soit au milieu des années soixante-dix, la question de la politique agricole s'imposait avec une sorte d'évidence comme un sujet légitime. Il est intéressant de noter que le choix de sujet (la réforme de la politique agricole avec les lois de 1960 et 1962) ne procédait pas, à ce moment-là, d'une logique de spécialisation : étudier la politique agricole, c'était chercher à comprendre la transformation des politiques publiques en France (on parlait plutôt du « rôle de l'État ») dans cette phase de modernisation caractéristique de la période des Trente Glorieuses : l'agriculture était perçue comme un instrument adéquat pour étudier les évolutions générales de la société française.

Cette effervescence des études rurales, qui marque les années soixante et soixante-dix, ne concerne évidemment pas que la science politique mais tout se passe comme si cette discipline « carrefour » en était un des lieux privilégiés parce qu'elle se nourrissait des travaux de sociologues, de géographes, d'historiens ou d'économistes qui partageaient le même souci de

5. L'auteur serait d'autant plus malvenu de faire un tel procès qu'il est lui-même représentatif de cette évolution à travers son parcours personnel...

comprendre les mutations du monde rural. La somme monumentale des quatre tomes de l'*Histoire de la France rurale* (Duby et Wallon, 1975)⁶ vient en quelque sorte couronner cet âge d'or de l'intérêt des sciences sociales et notamment de la science politique, pour les questions agricoles et rurales. D'autres indices de l'importance de l'agriculture dans le champ de la science politique doivent être notés, comme la publication d'ouvrages d'auteurs étrangers qui marquent leur intérêt pour la vie des campagnes françaises ou de journalistes qui mettent en scène la modernisation de l'agriculture française sous la V^e République.

Comment expliquer cet intérêt pour les études rurales ?

La première réponse qui vient à l'esprit est que les spectaculaires transformations de l'agriculture et des territoires ruraux français au cours de cette période justifient en elles-mêmes cet intérêt. Le problème est que, même si nous n'avons pas fait de comptage à proprement parler, il semble bien que le secteur agricole, pourtant « objectivement » en déclin en termes de population, ait suscité, en sciences politiques, relativement plus d'intérêt que d'autres secteurs en pleine transformation comme l'artisanat et le petit commerce, les différents secteurs industriels, pour ne pas parler des politiques de défense ou des politiques sociales. Pour expliquer ce paradoxe apparent, nous faisons l'hypothèse que si l'agriculture a été considérée à cette époque comme un moyen de comprendre les évolutions de la société française, c'est en grande partie parce que les élites agricoles elles-mêmes ont été en mesure de construire un discours qui « parlait » aux chercheurs. L'intérêt des chercheurs fonctionnait donc comme une sorte de miroir de la capacité des représentants agricoles à formuler leur projet professionnel dans des termes qui avaient du sens bien au-delà de la réforme de leur propre profession.

C'est évidemment la « saga » du Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA) qui exprime le mieux cette histoire d'une complicité entre analystes et praticiens. D'un côté, on a de jeunes cadres agricoles dont l'ambition est de décrocher leur profession, de la mettre en phase avec la société française. Pour eux, formés, rappelons-le, dans les cercles de réflexion de la Jeunesse agricole catholique (JAC), le fait de « penser global » est une sorte d'évidence et leur projet ne prend son sens que dans une perspective à la fois humaniste et sociétale. De l'autre, on a des universitaires fascinés par cette extraordinaire aptitude d'une profession pourtant synonyme de tradition, voire d'immobilisme, à construire un projet porteur d'une vision du monde allant bien au-delà de la question rurale.

C'est en cela que ces responsables agricoles nous sont apparus comme des *médiateurs* capables de traduire une évolution globale qu'ils percevaient comme inéluctable en un référentiel sectoriel et professionnel qui valorisait une vision dynamique de l'agriculture : l'action des élites agricoles et rurales (en particulier les dirigeants issus de la filière JAC-CNJA) contribuait à rendre visible et *lisible* le basculement du référentiel global des politiques publiques en France (émergence d'un référentiel de modernisation), non seulement parce que leur projet portait sur l'adaptation de l'agriculture aux transformations de la société française mais parce que leur action en tant que « qu'intellectuels » porteurs d'une vision du monde participait pleinement à la production du nouveau référentiel global, comme le montre leur présence dans les lieux où la volonté de moderniser la France était affichée (comme le Commissariat général du plan, par exemple).

La fin de l'âge d'or ?

C'est cette relation privilégiée qui va s'effriter au cours des décennies qui vont suivre. Il ne s'agit pas, là encore, de prétendre qu'il

6. Paris, Éditions du Seuil, 1975.

ne se fait plus de travaux de qualité sur l'agriculture française en sciences politiques (Hervieu et Viard, 2005)⁷, y compris de la part de jeunes chercheurs comme par exemple Ève Fouilleux, Guilhem Brun, Yvan Bruneau ou François Purseigle⁸ qui montrent une vitalité certaine des études rurales en science politique. Mais il est difficile de nier que les études rurales n'occupent plus la même place au sein de la science politique, même entendue au sens le plus large. Si l'on regarde les sujets privilégiés par les doctorants, on s'aperçoit qu'à de rares exceptions, l'agriculture et le monde rural ne font plus partie des thèmes prioritaires, comme le montre la liste des thèses présentées lors du salon des thèses de l'Association française de science politique (AFSP). Autre indice, malgré la multiplication des groupes de travail de cette association, aucun ne concerne le monde rural en tant que tel.

Cette relative désaffection ne signifie pas que le rural n'est plus un objet d'étude légitime en science politique, comme en témoignent par exemple les récents séminaires sur *Les mondes agricoles en politique*, co-organisés par CEVIPOF, l'Inra, le CIHEAM et l'AFSP⁹. Elle signifie que les études rurales se sont banalisées et qu'elles ne

constituent, aujourd'hui, qu'un instrument parmi d'autres pour observer la société française au côté de travaux sur les politiques sociales, sur les nouvelles formes d'action collective, l'immigration et les enjeux identitaires ou les questions de genre. Plus frappant peut-être : les questions concernant l'eupéanisation des politiques publiques, devenues centrales dans la réflexion sur l'action publique, délaissent assez largement le domaine agricole ou rural pour se focaliser sur les politiques économiques, les politiques sociales ou sur les problèmes d'environnement.

L'observation du monde rural tombée en désuétude ?

Pourquoi l'observation du monde rural n'est-elle plus cet instrument privilégié pour comprendre les évolutions globales de la société française ? On peut évidemment s'en tenir à la réponse de bon sens (apparent) qui met en avant la diminution du nombre des agriculteurs. Mais cette idée est contredite par de nombreux indices qui laissent penser que la place de l'agriculture et du monde rural reste très importante en France, et pas seulement dans la mémoire collective : attention des acteurs politiques à l'égard de la politique agricole, enjeux liés à la sécurité alimentaire et au prix des produits issus de l'agriculture, ouverture de nouveaux marchés liés au renchérissement des énergies fossiles et enjeux liés à l'aménagement des espaces ruraux et à l'environnement.

C'est pourquoi l'hypothèse que nous voulons suggérer ici est différente et constitue en quelque sorte le symétrique de l'hypothèse expliquant selon nous la place privilégiée des études rurales dans les années soixante et soixante-dix : la sociologie politique du monde rural tend à perdre sa place parce que les élites rurales elles-mêmes ne sont plus porteuses d'un projet permettant de décoder les transformations de la société globale : tout se passe comme si les élites agricoles et rurales assistaient, impuissantes,

7. Hervieu B., Viard J. (2005). *L'archipel paysan : la fin de la république agricole*. La Tour-d'Aigues, Éditions de l'Aube.

8. Fouilleux E. (2003). *La politique agricole commune et ses réformes : une politique européenne à l'épreuve de la globalisation*. Paris, L'Harmattan.

Brun G. (2006). *L'agriculture française à la recherche d'un nouveau modèle*. Paris, L'Harmattan.

Bruneau Y. (1966). *La Confédération paysanne : s'engager à « juste » distance*. Thèse pour le doctorat de science politique, Université Paris-X, Nanterre.

Purseigle F. (2003). *Les sillons de l'engagement : jeunes agriculteurs et action collective*. Paris, L'Harmattan.

9. http://news.reseau-concept.net/images/ciheam/Client/plaquettemondes_rural.pdf

à la montée d'un référentiel de marché centré sur la diffusion d'une vision libérale des échanges économiques et du rôle de l'État. Il ne s'agit pas, là encore, d'affirmer qu'il ne se passe rien : lorsque l'on va sur le terrain, on ne peut qu'être frappé par le foisonnement d'initiatives en tout genre visant à inventer de nouvelles formes d'agriculture et de nouveaux rapports au territoire. Mais ces initiatives ne débouchent pas sur la définition d'une vision du monde qui soit en phase avec le nouveau référentiel ou qui, en tout cas, pourrait permettre à l'agriculture de prendre sa part aux débats sur la définition des politiques publiques dans un contexte de mondialisation. D'où ce sentiment que les représentants de la profession agricole campent sur une stricte position défensive qui contraste de manière saisissante avec le caractère offensif de l'action de leurs aînés.

Ils en sont réduits à défendre ainsi une politique agricole commune qui s'effrite peu à peu sous les coups de boutoir de la libéralisation des échanges alors qu'en 1958, la France avait imposé son modèle de politique agricole. Position défensive également devant les nouveaux défis liés à l'environnement, aux nouveaux enjeux territoriaux ou aux nouvelles formes d'agriculture privilégiant le refus de l'intensification. Cela ne veut pas dire que de nombreux agriculteurs ne s'en sortent pas (comme les céréaliers qui profitent de la crise pétrolière ou, dans un autre contexte, les agriculteurs qui prati-

quent de l'agriculture de qualité en intégrant, de diverses manières la dimension commerciale dans leur démarche de production). Mais si l'on se place du point de vue de la contribution de l'agriculture à la compréhension des évolutions sociopolitiques de la société française, force est de constater que ces initiatives ne débouchent pas sur un projet *global* : le monde rural n'est plus un lieu où l'on fabrique une explication du global, sauf si l'on inclut le rôle de certains acteurs se réclamant du rural pour développer une posture de contestation du « modèle dominant ».

Normaliser les études rurales ?

Il est probablement vain de rêver à un retour de la glorieuse épopée du CNJA qui donnait à l'analyste le sentiment de lire le monde à travers l'action des élites rurales et les transformations de la politique agricole. Le temps est sans doute venu d'abandonner cette posture « héroïque » et de considérer l'agriculture comme un secteur comme les autres susceptible de faire progresser la compréhension des sociétés européennes pas plus – mais pas moins non plus – que d'autres domaines, à travers la mobilisation des mêmes outils d'analyse des groupes sociaux ou de l'action publique. Ceci implique une réflexion collective des enseignants et chercheurs spécialistes des études rurales sur l'attractivité du domaine pour les nouvelles générations académiques. ■